

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 65 (1977)

Heft: 4

Rubrik: Croissance démographique...

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE...

Stagnation démographique

Allons-nous vers une catastrophe économique? Va-t-on faire pression sur les femmes pour qu'elles aient de nouveau de nombreux enfants?

Pour la première fois depuis cinquante ans, la population suisse a — légèrement — diminué, et l'on peut prévoir que cette tendance se maintiendra ces deux ou trois prochaines décennies. Elle est générale en Europe occidentale.

M. Hauser n'est pas pessimiste. Il croit que les conséquences à ce sujet (NZZ 9.12.1976) des remarques intéressantes, dont voici quelques-unes. Disons d'emblée que M. Hauser ne conclut pas que la situation démographique nous entraîne vers une catastrophe économique, il ne plaide pas pour un retour aux familles nombreuses, il pense que d'autres facteurs que le démographique ont relativement plus d'importance sur l'évolution de notre système socio-économique. Pour lui, les effets de la stagnation démographique s'exerceront principalement sur les structures sociales. Ainsi:

— il se produira une diminution de la part de la population professionnellement active par rapport à l'ensemble de la population; mais là, d'autres facteurs jouent un rôle plus important, par exemple l'abaissement de l'âge de la retraite et la prolongation des études pour les jeunes;

— il y aura un vieillissement de la population professionnellement active, du fait que les classes d'âge jeunes seront proportionnellement moins nombreuses. L'effet se marquera surtout sur la productivité et sur la capacité de notre économie de rester concurrentielle, car ce sont les jeunes, nouvellement formés et mieux formés, qui introduisent les nouveautés et les progrès techniques; la formation professionnelle continue ne semble compenser qu'imparfaitement le rôle des jeunes à ce point de vue;

— l'allègement des tâches maternelles rend un plus grand nombre de femmes disponibles pour une activité professionnelle; mais là aussi d'autres facteurs, psychologiques et sociaux, jouent un rôle important;

— le poids économique global des jeunes ne diminuera pas avec leur nombre, mais augmentera probablement, du fait du désir et de la nécessité de leur donner la meilleure formation possible;

— il y aura des changements sensibles dans l'utilisation de ses revenus par la population active, qui est celle qui dépense le plus; elle soutiendra, ayant moins d'enfants, des biens plus coûteux, davantage de prestations de service, etc. Ce qui pourra entraîner des modifications dans notre économie, des déplacements d'un secteur à l'autre, des restructurations, et exigera des efforts de mobilité, de formation et de qualifications professionnelles; ces changements dans les aspirations sociales et la façon de dépenser son revenu correspondent à une tendance déjà perceptible: une évolution vers un type de société qualifiée de post-industrielle, où l'on attache une valeur plus grande à la qualité de la vie.

L'article de M. Hauser pose autant de questions qu'il en résout, les statistiques et les études préalables manquant encore sur bon nombre de points. Mais il indique plusieurs pistes de recherches qu'il serait intéressant et utile de poursuivre.

La Suisse a déjà vécu ces dernières années avec une croissance démographique pratiquement nulle, mais la participation de la femme à la vie économique et surtout l'immigration en ont voilé les effets. Aujourd'hui, la population est en baisse, l'immigration est stoppée, et on décourage le travail professionnel des femmes en raison de la récession. La coïncidence de ces facteurs rend manifeste la nécessité d'adaptations dans notre économie. Elles ne réussiront que si la population professionnellement active fait montre d'une attitude souple et imaginative, à tous les niveaux, d'une meilleure formation, et d'une plus grande productivité.

M. Hauser n'est pas pessimiste. Il croit que les conséquences de la croissance démographique 0 pourront être surmontées par une politique socio-économique habile, qui stimule les adaptations nécessaires. Une croissance démographique 0 a d'ailleurs aussi des avantages sur certains plans, comme l'écologie et l'aménagement du territoire. Ce qui lui paraît essentiel, c'est qu'on étudie ces phénomènes complexes et aux conséquences multiples, et qu'on les replace dans leur juste lumière.

Perle Bugnion-Secretan

Croissance démographique ou dénatalité?

Suite de la page 1

taux net de reproduction (TNR) égal à 1,0 (ce qui signifie que chaque femme donnerait le jour à une fille dont on pourrait dire qu'elle «remplacerait» sa mère dans la population, sans accroissement ni réduction de population). L'hypothèse qui retient les dates 2000/2005 fournit les résultats suivants pour certains pays (en millions d'habitants):

Pays	Population 1970	TNR 1970	Population stationnaire en 2070
Brésil	93,5	2,3	291,5
Maroc	15,6	2,75	57,8
Turquie	34,9	2,26	100,8
Bengala-Desh	73,7	2,12	235,1
Inde	576,0	2,09	1763,1
Chine	750,0	1,95	1964,6
Etats-Unis	204,3	1,15	287,8
France	50,0	1,32	67,8

La population mondiale atteindrait près de 10 milliards (dont 15% seulement dans les régions développées) en régime stationnaire, chiffre naturellement très optimiste puisqu'il présuppose une forte baisse moyenne de la fécondité d'ici l'an 2000.

Dénatalité en Suisse

Il est indéniable qu'en Europe, le taux de fécondité a régulièrement baissé depuis deux siècles. Au XIX^e siècle, l'Europe représentait environ 30% de la population mondiale; 12% aujourd'hui, 5% dans quelques décennies si la courbe de dénatalité se prolonge.

2,1 bébés par femme suisse: voilà ce que les statistiques réclament de nous pour que notre population helvétique demeure stationnaire, ce qui sous-entend d'ailleurs 2,4 bébés par femme mariée. Ces décimales d'enfants peuvent laisser perplexes, car il semblerait au laïque qu'un couple de deux personnes ayant deux enfants suffirait à assurer une population

stationnaire. Mais n'oublions pas qu'il naît 105 garçons pour 100 filles, et surtout que si la nuptialité reste stable pour le moment en Suisse, il faut compter un célibataire pour 3 personnes mariées, et un divorce pour 4 mariages. Le taux de naissances illégitimes reste minime: 4% (alors qu'il est actuellement de 25% en Suède). Il faut réaliser que nous vivons une

époque de modifications de toutes les valeurs, qu'elles doivent toutes être remises en question, mais qu'une population décroissante pose de nouveaux problèmes. En 1965, on comptait 2,6 enfants par femme suisse. En 1970, il n'en naissait que 2,1.

Aujourd'hui, 1,6 et la prévision pour 1977 tombe à 1,5. En prolongeant ces courbes de prévisions il y aurait un million (sur 5) d'habitants suisses en moins d'ici 30 à 40 ans.

Notre pays étant «fini» du point de vue énergétique et de l'environnement, il serait problématique de voir monter notre population au-dessus de 10 millions, mais dangereux également de la voir diminuer brutalement, créant des problèmes de vieillissement, de chômage, etc.

III. Conséquences d'une telle évolution démographique actuelle et future

Quel est l'effet de la croissance démographique sur la croissance économique et le développement? C'est là l'occasion d'une grande controverse entre deux écoles de démographes, les natalistes et les antinatalistes (ou malthusiens):

A) Rappels d'abord brièvement les arguments favorables à la thèse nataliste.

1. La croissance démographique favorise la croissance économique, notamment par le jeu des investissements de remplacement et des économies d'échelle. C'est ce qu'a vécu par exemple la

Suisse avec l'arrivée des travailleurs étrangers, du moins jusqu'à un certain seuil, au-delà duquel les déséconomies d'échelle peuvent apparaître.

2. La croissance démographique assure une meilleure division du travail. Selon plusieurs économistes, une densité plus forte de population peut développer l'économie d'un pays.

3. Une population en expansion est plus ouverte au progrès en général qu'une population stagnante. C'est la théorie de la «pression créatrice» qui a l'avantage de faire appel à des variables psycho-sociologiques, mais qui est loin de faire l'unanimité, ni d'avoir démontré réellement sa force.

B) Les arguments antinatalistes se réfèrent avant tout au coût très élevé de la croissance démographique. Ce coût se traduit en premier lieu par la notion d'investissements démographiques. Alors que les investissements économiques augmentent le capital par tête, les investissements démographiques visent à procurer aux habitants supplémentaires les installations nécessaires pour avoir le même niveau de vie que les anciens habitants.

Une population qui augmente de 3% par an doit consacrer 12% de son revenu national au seul maintien de son niveau de vie. Beaucoup ne peuvent le faire.

A ces investissements démographiques qui créent de nouvelles installations s'ajoute le coût d'«élevage» des enfants. Des comparaisons sont ici très difficiles. Mais si l'on prend comme unité de valeur l'année de travail d'une personne (revenu national divisé par la population active), on peut estimer que la formation d'un homme jusqu'à l'âge de 18 ans coûte l'équivalent de 10 années de travail, ce qui par exemple pour la Suisse a représenté des dizaines de milliards de francs d'économie grâce à l'immigration étrangère.

Les effets sociaux du vieillissement d'une population auront des répercussions économiques: la vie familiale est peu à peu profondément changée.

Au XVIII^e siècle, voici quelle était la vie d'un père de famille moyen: Marié à 27 ans.

Né dans une famille de 5 enfants. Lui-même père de 5 enfants dont 2 seulement toujours en vie à l'heure de sa mort. Cet homme vivait jusqu'à 52 ans et a vu mourir un seul de ses grands-parents (les 3 autres étant morts avant sa naissance) et 3 de ses enfants.

Aujourd'hui, la situation de l'homme moyen ayant 50 ans est la suivante: Né dans une famille de 3 enfants.

A épousé à 26 ans une jeune fille de 24 ans.

Les seuls deuil qu'il a vus sont ceux de ses 4 grands-parents, et cet homme de 50 ans a encore une espérance de vie de plus de 25 ans.

2 questions au démographe

— M. Hagmann, votre exposé nous rend conscientes que la fécondité est maintenant notre décision entière à nous autres femmes, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité. C'est nous maintenant qui décidons seules de donner naissance ou non à un ou plusieurs enfants. Nous découvrons en vous écoutant que vos statistiques démographiques ne tiennent pas compte d'un facteur: notre décision justement. Quelle est la jeune mariée qui tient à se faire dire que pour le bonheur helvétique elle est priée d'avoir trois enfants cette décennie, peut-être deux ou quatre dans dix ans selon les besoins de l'Etat? Ca rappellerait assez fâcheusement les élevages de poulets en batterie où même les haras héliéniens pour jeunes arynes aux yeux bleus. Nous sommes des individus, et vos statistiques parlent peu d'activité ou de désirs individuels.

— Il est très heureux que la femme décide maintenant du nombre d'enfants qu'elle désire. Jusqu'au XVIII^e siècle, c'était un monde de survie, où il était nécessaire de procréer le plus possible, et où la femme stérile était désolée.

Il faut bien sûr respecter la liberté des couples, et rien n'est plus agaçant qu'une politique bruyamment nataliste.

Ainsi, hier, dans un cas sur deux, la mort des enfants en bas âge les faisait disparaître avant leur père, et l'âge moyen des enfants à la mort de leurs deux parents était de 15 — 16 ans.

Demain, le fils «moyen» aura 55 ou 60 ans lorsque son père mourra. Dès lors, le fonds héréditaire du patrimoine familial sera presque constamment la propriété d'hommes ou de femmes dépassant 60 ans.

IV. Politiques de population

Quel devrait être l'objectif à long terme d'une politique planétaire de population? Si l'on considère le coût de la croissance démographique, l'objectif devrait être d'atteindre une population stationnaire dès que possible. Un tel objectif devient encore plus impérieux à nos yeux si l'on tient compte que nous vivons dans un monde fini, aux ressources limitées.

Pour un nombre toujours plus grand de démographes, la mystique de la «croissance démographique à tout prix» a vécu. Dès lors, une question primordiale se pose: comment atteindre l'objectif d'une population stationnaire dans les plus brefs délais possible?

Pour maintenir un chiffre constant de la population globale dès l'an 2000, le nombre moyen d'enfants par famille devrait passer de 6 en 1970 à 0,6 en l'an 2000, puis comme la population vieillirait, pour la garder constante, il faudrait remonter à 4 en 2045! Ce n'est qu'à la suite de longues oscillations qu'il atteindrait finalement le nombre légèrement supérieur à 2, assurant un remplacement équilibré des générations. Ces à-coups se répercuteraient naturellement dans les effectifs de la population scolaire qui diminuerait de moitié de 2000 à 2015, pour atteindre un niveau triplé quarante ans plus tard! L'environnement, l'emploi, le système de retraite, etc., seraient bouleversés durant plus d'un siècle.

Un accroissement nul immédiat, ou même pour l'an 2000, n'est donc pas envisageable sans un profond bouleversement de la société. Pour les pays développés, la marche à la stabilisation apparaît comme aisément réalisable. Des pays comme la France, la Suisse, l'Allemagne de l'Ouest, l'Angleterre, le Japon, etc., ont connu des périodes de dix ans et plus pendant lesquelles le TNR atteignait la valeur de + 1,0. L'obstacle sera cependant de faire admettre à un pays, à une opinion publique mal préparée, la fin de la croissance démographique, sans réveiller un pessimisme larvé, du genre «suicide de la race», vécu durant les années de grande dépression économique pendant lesquelles les taux de natalité baissaient dangereusement.

Par contre, pour atteindre l'objectif d'une population stationnaire dans les pays en voie de développement, des moyens bien plus importants doivent être mis en œuvre. Il faut signaler ici la voie démographique et la voie économique, que certains opposent, mais qui sont en fait complémentaires:

a) la voie économique: elle propose de concentrer tous les efforts sur le développement économique. A mesure qu'il grandit, ce dernier va peu à peu influencer le comportement créateur dans le sens d'une baisse. C'est du moins ce qui a été constaté historiquement dans toutes les populations du

monde: il y a parallèlement évident entre l'accroissement du niveau de vie et l'abaissement de la fécondité.

Mais il n'est guère besoin d'insister pour remarquer que l'obstacle est ici de taille, puisque le problème du développement économique du Tiers-monde est loin d'être résolu, malgré le léger et récent renversement du traditionnel rapport de forces entre pays développés et pays peu développés, à propos du prix des matières premières et des termes internationaux de l'échange.

b) la voie démographique: même si la meilleure «pilule» est le développement économique, la voie démographique ne doit pas être négligée. Elle consiste à agir en priorité sur la fécondité dans le sens d'une baisse aussi rapide que possible. Les résultats obtenus par la limitation des naissances sont pour l'instant décevants.

La majorité des pays peu développés n'appliquent encore aucune politique antinataliste ou n'y témoignent que peu d'intérêt, ceci pour diverses raisons d'ordre économique, social, voire politique.

Et même certains pays développés voudraient peut-être conserver une croissance démographique modérée. Alfred Sauvy ne vient-il pas de proposer pour son pays, la France, un taux de croissance de 0,5% par an, arguant du fait qu'une stabilisation de la population française ne ferait «gagner» que quelques millions, une «goutte d'hommes» dans le monde, au risque de compromettre, selon lui, la vitalité économique française en voie de lente reconquête? Dans le même temps, René Dumont, dans une optique planétaire, rappelle cependant d'une façon opportune que la consommation d'un million d'habitants «développés» émerge au «banquet de la nature» pour l'équivalent de la consommation de 100 millions d'habitants «en voie de développement».

V. Conclusions

D'ici un siècle, la population mondiale risque bien, dans la meilleure hypothèse, de quadrupler. Il faudra donc faire face à des besoins énormes de production et de consommation. Dans ces conditions, autant le terme de «Croissance zéro» paraît judicieux pour la population, autant il semble inapproprié pour la croissance économique. Il est mal choisi car il prête à confusion. En fait, la croissance doit inévitablement se poursuivre, mais en prenant de nouvelles orientations. Leur définition est maintenant devenue une tâche urgente et primordiale. Des mots galvaudés comme la «planification», l'«ordre de priorités», l'«aménagement du territoire», aux niveaux régional et mondial, reprennent tout leur sens.

En dépit des égoïsmes nationaux, cet immense effort devrait déboucher sur une plus grande solidarité et sur un meilleur équilibre mondial, dans lequel l'élément démographique est relayé par les éléments politique, social, moral. L'idéologie du progrès, un des héritages culturels essentiels de la civilisation industrielle, y trouvera un second souffle si elle se vide de certains aspects quantitatifs et du culte de la croissance aveugle «à tout prix», et s'enrichit d'aspects qualitatifs auxquels il faudra encore donner un contenu concret pour éviter de tomber dans le piège du slogan banal de la qualité de vie.

BvdW d'après M.H. Hagmann

Au prochain numéro:

Racisme dans la littérature enfantine par une classe du Collège du Belvédère.